

FRANCE/LIBAN

« À chaque fois que nous pourrions vous aider, nous le ferons de notre mieux »

Sur le campus médical de l'USJ, Olivier Véran, ministre français de la Santé, promet une prochaine amélioration du système du fellowship, en vertu duquel les médecins libanais spécialisés au Liban peuvent accéder à un complément de formation en France.

Claude ASSAF

« À chaque fois que nous pourrions vous aider, nous le ferons de notre mieux », s'est engagé mardi le ministre français de la Santé, Olivier Véran, devant un panel d'étudiants en médecine et de jeunes médecins de l'Université Saint-Joseph (USJ) et de l'Université libanaise (UL), lors d'une rencontre avec eux au campus médical de l'USJ, dans le cadre de son déplacement à Beyrouth avec le président Emmanuel Macron. Une promesse qui s'inscrit dans la solidarité affichée de manière notoire par la France depuis le cataclysme du 4 août, et sur laquelle M. Véran a insisté en évoquant « la grande détermination de la France à accompagner le Liban ». Promesse tombée à point face à l'inquiétude « sourde et énorme » de la jeune génération, comme décrite par le doyen de la faculté de médecine de l'USJ, Roland Tomb, lors de son introduction de l'événement. Lui-même spécialisé en neurologie, le ministre français de la Santé a écouté attentivement les doléances de ses interlocuteurs. Toutes étaient orientées dans le sens de l'urgence d'une aide française, « aussi bien technique que politique », qui permettrait de secourir autant ceux qui veulent partir que ceux désirant rester. Avec empathie, il a noté le dilemme que causent aux étudiants et médecins fraîchement promus l'attachement au pays en même temps que la tentation de tout lâcher à cause de la situation désastreuse qui menace leur avenir.

Un moment à saisir

Première à échanger avec M. Véran, Gabrielle Macaron, rentrée au Liban en novembre dernier après une spécialisation en neurologie, exprime sa volonté de « vivre dans le pays et (d') y faire des sacrifices », avertissant toutefois qu'« il est très difficile de tenir le coup ». « Nous attendons de la France un soutien politique pour l'engagement des réformes et le recouvrement de la souveraineté du Liban afin que nous puissions rester chez nous », martèle-t-elle. Élias Saliba, jeune orthopédiste, tire pour sa part la sonnette d'alarme : « Nous sommes pris en otage, tant au plan politique que médical. Bientôt, sans une interven-

tion radicale, les patients ne pourront même plus être soignés ! » En réponse, le ministre français assure « que le président Macron a la conviction que le Liban se trouve à un moment très particulier qu'il doit saisir », souhaitant en outre que « la classe politique libanaise prenne conscience de l'imminence du moment ». Parce que, dit-il, « lorsqu'on est un responsable politique, on s'engage pour l'intérêt collectif et l'action publique ». Sauf que « la classe dirigeante au Liban n'a aucun souci du bien commun et n'est pas au service du peuple », objecte M. Tomb.

Sur le plan académique, le vice-doyen de la faculté de médecine de l'USJ, Élie Nemr, évoque la demande d'une prolongation de la durée de formation dont peut bénéficier en France un étudiant libanais vers la fin de sa spécialisation. Il souhaite que ce complément de formation aboutissant au DFMS (Diplôme de formation médicale spéciale), qui s'effectue actuellement pendant un ou deux ans, puisse s'étaler plus dans le temps. M. Nemr demande aussi que la France active davantage le système de « fellowship » qui permet aux médecins ayant achevé leur spécialisation au Liban de peaufiner en France encore plus leur formation. Déplorant le peu d'options à ce niveau, M. Nemr indique que pour des postes de fellowship, l'université n'a pu envoyer que deux médecins durant ces deux dernières années.

« Débloquer la situation »

Le ministre français de la Santé s'est engagé à « tout faire pour débloquer la situation », reconnaissant, en réponse à une question de *L'Orient-Le Jour*, que l'accès aux formations précitées a été quelque peu entravé ces derniers temps, notamment en raison du confinement imposé par le Covid-19. « Nous aurons de nouveau une centaine de jeunes qui pourront aller se former dans nos hôpitaux en vue du DFMS », promet-il, annonçant également une prochaine réforme du système du fellowship. Anne-Sophie Sarkis, résidente en hématologie à l'Hôtel-Dieu de France, soulève le problème des Franco-Libanais, dont elle fait partie, et qui n'ont pas droit au DFMS bien qu'ils poursuivent leurs études au Liban. M. Véran lui promet

de se pencher sur leur cas. Une étudiante en 3e année de médecine désire même que durant les sept premières années d'études, on puisse accéder aux facilités fournies par le programme Erasmus consistant en un échange d'étudiants entre les pays pour une période de quelques mois. Prenant à nouveau la parole, Roland Tomb réclame sans détour un soutien financier en faveur des universités francophones, à l'instar de l'appui qui vient d'être fourni aux écoles francophones. Une demande en faveur de laquelle M. Véran ne s'est pas prononcé, la décision en ce sens semblant relever de l'État français.

Entamé avec une heure de retard en raison de la visite du ministre français à l'aéroport de Beyrouth où il a assisté à une démonstration de chiens renifleurs du coronavirus, l'échange tire rapidement à sa fin, tandis que plusieurs étudiants restent sur leur faim. Michel Salamé, résident en 2e année de chirurgie générale, aurait voulu rebondir sur l'urgence d'aider les établissements universitaires francophones, invoquée par M. Tomb. « La plupart des étudiants n'ont plus les moyens de payer leurs frais d'université », se désole-t-il via *L'OLJ*, craignant que « ceux qui veulent se battre n'aient plus la capacité de le faire ». « Accorder des bourses à travers les universités pourrait par contre les inciter à poursuivre leur combat », estime-t-il. Élias Karam, en 3e année d'oncologie, appelle aussi à « une aide pour rester au Liban », souhaitant dans le même temps que « les portes de la France soient ouvertes aux étudiants pour qu'ils acquièrent une formation encore plus solide qui leur permettrait par la suite de retourner à leur pays pour le servir ».

Geagea demande l'exemption des frais de scolarité

Par ailleurs, au cours de la réunion tenue par le président Emmanuel Macron avec les chefs politiques, le leader des Forces libanaises, Samir Geagea, a remis au président français une note demandant que les étudiants libanais inscrits dans les universités françaises soient exemptés, au cours de la prochaine année, des frais universitaires. Le chef de l'État français s'est engagé à faire le suivi nécessaire sur ce plan.